

Colombes, le 09/10/2009

Nomination à la tête d'Aon France

Robert Leblanc devient Président - Directeur général

Aon Corporation (NYSE :AOC), N°1 mondial du courtage d'assurance et de réassurance et leader dans le conseil en gestion des risques, **annonce la nomination de Robert Leblanc en qualité de Président - Directeur général d'Aon France.**

Il cumulera cette fonction avec celle de Chief Executive Officer d'Aon Risk Services-France et à ce titre sera membre du Comité exécutif mondial d'Aon Risk Services.

« Je suis très heureux de rejoindre Aon, le leader mondial du courtage d'assurance et de réassurance qui a depuis longtemps une position éminente sur le marché français, grâce à la qualité de ses équipes et à la force de son réseau international », déclare Robert Leblanc. Il précise : « Après une expérience significative dans la finance et dix sept années passées dans le secteur des assurances, j'aurai à cœur de faire bénéficier chacun de nos clients de solutions pertinentes et de l'excellence Aon. Ma connaissance du marché me permettra d'accompagner les équipes d'Aon dans leur croissance en France en renforçant les relations que le Groupe entretient déjà avec les différents acteurs du métier ».

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique (X 76), docteur en stratégie des organisations, Robert Leblanc a été consultant en organisation chez Andersen Consulting, (1979-1987) devenu « Accenture », puis chargé de mission auprès du Directeur général de la Bourse de Paris (1987-1990). Directeur général adjoint de Meeschaert Rousselle, société de bourse, filiale du Groupe Axa (1990-1992), Robert Leblanc est devenu Secrétaire général, Directeur général adjoint, puis Directeur général d'Uni Europe (dénommée Axa courtage à partir de 1996), société d'assurance du groupe Axa (1992-1998). Il rejoint SIACI en 1998 en qualité de Directeur général puis Président du Directoire à compter de 2001.

Robert Leblanc a été également président de la Fédération des Courtiers d'Assurances puis co-Président fondateur de la Chambre Syndicale des Courtiers d'Assurances de 2006 à 2008. Il préside depuis 2008 le Comité d'Ethique du MEDEF.

Contacts Presse

Christelle Meslé-Génin

Aon France
Directrice adjointe Marketing et Communication
Tel : 01 58 75 60 70 – 06 83 46 29 65
Christelle_Mesle-Genin@aon.fr

Anne de Fleurieu

Aon France
Responsable Relations Presse
Tel : 01 58 75 60 71
Anne_De_Fleurieu@aon.fr

News from Aon

Page 2 of 2

A propos d'Aon France

Aon France, (www.aon.fr) un des leaders de l'hexagone en conseil et courtage d'assurance et de réassurance, a généré, en 2008, un chiffre d'affaires de 310 millions d'euros et compte 1314 collaborateurs.

Aon France regroupe les activités suivantes :

- ◆ Conseil en gestion des risques, Aon Global Risk Consulting
- ◆ Conseil et courtage en assurances, Aon Risk Services
- ◆ Conseil en protection sociale, Aon Consulting
- ◆ Conseil et courtage en réassurances, Aon Benfield
- ◆ Conseil financier d'entreprise, Accuracy

A propos d'Aon

Aon Corporation (NYSE: AOC), est le N°1 mondial du courtage d'assurance et de réassurance. Le Groupe est également un des leaders mondiaux dans le conseil en gestion des risques et en ressources humaines. Le groupe réunit plus de 37 000 personnes réparties dans 500 bureaux à travers plus de 120 pays. S'appuyant sur d'importantes ressources et de fortes compétences techniques, les experts d'Aon proposent à leurs clients des solutions innovantes en gestion des risques et management.

En 2008 et 2009, dans l'étude sur le secteur de l'assurance menée par le magazine Euromoney, Aon a été nommé meilleur courtier mondial. Le groupe a également été classé par A.M Best, N° 1 mondial des courtiers d'assurance sur la base des revenus de courtage et élu meilleur courtier d'assurance, de réassurance et conseil en protection sociale par les lecteurs de Business Insurance, en 2007 et 2008.

Pour plus d'informations sur Aon, connectez-vous sur www.aon.com

This press release contains certain statements related to future results, or states our intentions, beliefs and expectations or predictions for the future which are forward-looking statements as that term is defined in the Private Securities Litigation Reform Act of 1995. These forward-looking statements are subject to certain risks and uncertainties that could cause actual results to differ materially from either historical or anticipated results depending on a variety of factors. Potential factors that could impact results include: general economic conditions in different countries in which we do business around the world, changes in global equity and fixed income markets that could affect the return on invested assets, fluctuations in exchange and interest rates that could influence revenue and expense, rating agency actions that could affect our ability to borrow funds, funding of our various pension plans, changes in the competitive environment, our ability to implement restructuring initiatives and other initiatives intended to yield cost savings, our ability to successfully execute strategic options for our Combined Insurance subsidiary, the impact of current, pending and future regulatory and legislative actions that affect our ability to market and sell, and be reimbursed at current levels for, our Sterling subsidiary's Medicare Advantage health plans, changes in commercial property and casualty markets and commercial premium rates that could impact revenues, changes in revenues and earnings due to the elimination of contingent commissions, other uncertainties surrounding a new compensation model, the impact of investigations brought by state attorneys general, state insurance regulators, federal prosecutors, and federal regulators, the impact of class actions and individual lawsuits including client class actions, securities class actions, derivative actions, ERISA class actions, the impact of the analysis of practices relating to stock options, the cost of resolution of other contingent liabilities and loss contingencies, and the difference in ultimate paid claims in our underwriting companies from actuarial estimates. Further information concerning the Company and its business, including factors that potentially could materially affect the Company's financial results, is contained in the Company's filings with the Securities and Exchange Commission.